

LES MINES D'OR EXCEL INC.
RAPPORT DE GESTION ANNUEL
(Exercice financier se terminant le 30 avril 2008)

Ce rapport de gestion annuel présente une analyse de nos résultats d'opération et de notre situation financière afin de permettre au lecteur d'évaluer les variations importantes de l'exercice terminé le 30 avril 2008 comparativement à l'exercice précédent. Ce rapport de gestion annuel sert de complément à nos états financiers. Nos états financiers et ce rapport de gestion annuel sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de nos résultats d'opération et de notre rendement financier.

Les Mines d'Or Excel Inc., constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est une société d'exploration dont les activités se situent au Canada et en Guyane.

1. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET CIE LIÉ.

Excel Gold Guyana Inc.

Une Compagnie 100% détenue par Les Mines D'Or Excel Inc. Formé le 30 juin L'entreprise est localisée en Guyane. Les états financiers sont consolidés.

Propriété Lalonde

La propriété, composée de 30 claims, est localisée dans le canton Munro en Ontario. La propriété a été abandonnée au cours de l'exercice.

Propriété Bristol

La propriété, composée de 13 claims, est localisée dans le canton Bristol en Ontario. La propriété a été abandonnée au cours de l'exercice.

Propriété en Guyane

En octobre 2007, la société a acquis un intérêt de 100 % dans six permis de prospection situé dans le district de Rupununi en Guyane.

2. PERFORMANCE GLOBALE

En vertu d'ententes avec des souscripteurs, la Société s'était engagée à dépenser 904 101 \$ en frais d'exploration canadien avant le 31 décembre 2006 et 435 092 \$ avant le 31 décembre 2007, relativement à des dépenses d'exploration renoncées à des investisseurs. Ces montants n'ont pas été engagés et ont été utilisés à d'autres fins que des travaux d'exploration. Comme les 31 décembre 2006 et 2007 étaient les dates limites pour engager les dépenses d'exploration, il n'est pas possible de déterminer l'impact pour la Société des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs.

3. DONNÉES FINANCIÈRES

Nos états financiers, sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et toutes les valeurs monétaires figurant dans ce rapport de gestion sont exprimées en dollars canadiens.

a) PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES (vérifiées)

Exercices terminés les 30 avril	2008 \$	2007 \$	2006 \$
Actif total	226 002	137 336	3 630 258
Passif total	1 954 736	1 095 839	570 243
Revenus	-	-	-
Perte nette	1 321 309	4 481 067	2 326 636
Perte nette par action de base et diluée	0,03	0,11	0,06

b) INFORMATIONS TRIMESTRIELLES (non vérifiées)

	30 avr. 2008 \$	31 Jan. 2008 \$	31 oct. 2007 \$	31 juil. 2007 \$	30 avr. 2007 \$	31 janv. 2007 \$	31 oct. 2006 \$	31 juil. 2006 \$
Actif total	226 002	527 574	409 128	126 497	137 336	3 528 677	3 619 056	3 673 482
Passif total	1 954 736	1 521 758	1 360 972	1 101 232	1 095 839	774 702	609 241	546 754
Revenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte nette	1 039 627	54 340	111 109	116 233	3 957 379	255 841	53 213	347 285
Perte nette par action de base et diluée	0,024	0,0013	0,0026	0,003	0,097	0,006	0,01	0,01

c) BILAN

Au 30 avril 2008, l'actif total s'établit 226 002 \$ à comparer à 137 336 \$ au 30 avril 2007

Les créiteurs et frais courus ont augmenté passant de 870 839 \$ au 30 avril 2007 à 1 103 203 \$ au 30 avril 2008.

d) RÉSULTATS

En relation avec son domaine d'activité, la Société ne génère pas de revenus réguliers et elle doit continuellement émettre des actions pour assurer le financement de ses projets miniers et de ses opérations courantes.

Les activités de la Société ont grandement diminué au cours de l'exercice.

La Société a subi une perte nette de 1 321 309 \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2008, comparativement à une perte nette de 4 481 067 pour l'exercice terminé le 30 avril 2007. La diminution de la perte nette s'explique principalement par la diminution de radiation de frais d'exploration reportés (2 844 583 \$ en 2007 comparativement à 25 836 \$ en 2008). En plus une radiation de propriétés minières de 626 196 en 2007 comparativement à 2 en 2008.

e) FLUX DE TRÉSORERIE

La Société a un fond de roulement négatif de 1 728 734 \$ au 30 avril 2008 comparativement à un fond de roulement négatif de 958 505 \$ au 30 avril 2007. Un flux de trésorerie positif de 9 879 \$ en 2008 comparativement à 22 075 \$ en 2007.

f) SOURCES DE FINANCEMENT

Pour continuer l'exploration de ses différentes propriétés d'exploration, la Société peut utiliser deux sources de financement : soit l'émission de capital actions de son trésor sous forme accréditive ou non et la signature d'ententes avec des partenaires éventuels qui acceptent d'acquérir un intérêt dans ses actifs miniers contre une contrepartie monétaire ou de travaux d'exploration. Jusqu'à maintenant, la Société a toujours réussi à obtenir les capitaux nécessaires à l'exploration de la part des marchés financiers. De plus, comme les actifs miniers sont complètement payés, l'entreprise explore aussi l'avenue de s'adjoindre des partenaires sur deux de ses propriétés aurifères comme forme de financement.

Au cours de l'exercice, la société a réalisé des placements privés totalisant 412 716 \$.

g) OBLIGATION ET ENGAGEMENT CONTRACTUELS

Billet à payer

Il y a un billet à payer, portant d'intérêt au taux de 15%, garanti par une caution personnelle à l'ancien président de la Société par 500 000 actions de Les Mines d'or Excel Inc. appartenant à l'ancien président de la Société. Ce billet est échu depuis décembre 2006.

h) OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

	Année	Frais d'administration	Frais d'exploration	Dû
Sociétés contrôlées par des administrateurs de la société	2007	114 048	126 036	50 000
	2008	-	-	216 046
Société ayant des administrateurs communs	2007	3 595	-	-
	2008	-	-	-
Administrateurs	2007	200 255	1 258	50 000
	2008	420 000	-	510 487

i) INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après :

Risque de change

La Société est exposée au risque de change principalement en raison de certains comptes d'encaisse libellés en dollars américains et dollars guyanais.

La Société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée.

Risque de taux d'intérêt

Le billet à payer porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, la Société est exposée à un risque de taux d'intérêt limité.

Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. L'obtention de nouveaux fonds permet à la société de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des comptes fournisseurs et charges à payer, du billet à payer et du dû à des apparentés se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

j) FACTEURS DE RISQUE

Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'oeuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comportent l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai.

La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

k) **INFORMATIONS ADDITIONNELLES** (pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenu significatif)

La Société fournit l'information sur les frais d'exploration reportés dans la note 6 de ces états financiers annuels terminés le 30 avril 2008 (« Principales conventions comptables - Propriété minières et frais d'exploration reportés »).

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement. Il n'y a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les frais d'exploration reportés.

Voici le détail des frais généraux d'administration pour l'exercice terminé le 30 avril 2008 :

	<u>2008</u>	2007
Frais de voyages et de représentation	26 752 \$	48 509 \$
Location d'équipements et de véhicules et essence	10 455 \$	35 338 \$
Frais de bureau	51 500 \$	61 604 \$
Secrétariat	<u>15 148 \$</u>	<u>36 038 \$</u>
	103 855 \$	181 489 \$

l) **DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

Le 8 février 2008, les actionnaires de la Société ont approuvé un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer des options d'achat d'actions permettant à ses administrateurs, dirigeants, employés et fournisseurs d'acquérir des actions de la Société. Les conditions et le prix d'exercice de chaque option d'achat d'actions sont déterminés par les membres du conseil d'administration et ne peut être plus bas que la valeur marchande des actions ordinaires à la date de l'octroi.

Le régime stipule que le nombre maximum d'actions dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est égal à 10 % des actions émises et en circulation (6 000 000 actions en 2007) de la Société et le nombre maximal d'actions réservées à l'attribution des options d'achat d'actions à un seul détenteur ne peut dépasser 5 % des actions en circulation à la date d'attribution et le nombre maximal d'actions réservées pour attribution à un responsable des relations avec les investisseurs ne peut dépasser 2 % des actions en circulation à la date d'attribution. Les options d'achat d'actions expireront au plus tard cinq ans après avoir été octroyées. Selon le nouveau régime, les options d'achat d'actions octroyées seront acquises à l'octroi sauf celles attribuées à un responsable des relations avec les investisseurs qui seront acquises graduellement à raison de 25 % par trimestre.

En date du 30 avril 2008, les options d'achat se détaillent comme suit :

<u>Nombre</u>	<u>Prix de levé</u>	<u>Expiration</u>
2 350 000	0,07 \$	09-04-2013
<u>200 000</u>	0,50 \$	02-05-2008
2 550 000		

En date du 30 avril 2008, les bons de souscription de la Société se détaillent comme suit :

<u>Nombre</u>	<u>Prix de levé</u>	<u>Expiration</u>
125 000	0,40 \$	20-06-2008
300 000	0,14 \$	10-10-2008
740 740	0,18 \$	23-07-2009
550 000	0,15 \$	25-09-2009
506 670	0,15 \$	21-11-2009
720 500	0,15 \$	21-12-2009
<u>1 350 000</u>	0,15 \$	25-01-2010
4 292 910		

En date du 30 avril 2008, les options émises à des courtiers se détaillent comme suit :

<u>Nombre</u>	<u>Prix de levé</u>	<u>Expiration</u>
47 700	0,40 \$	20-06-2008
55 000	0,15 \$	25-09-2009
25 000	0,15 \$	07-11-2009
<u>72 050</u>	0,15 \$	21-12-2009
199 750		

m) Événements postérieurs a la date du bilan

En mai 2008, la Société a clôturé un placement privé totalisant 500 000 \$. Le placement est composé de 6 250 000 actions ordinaires à un prix unitaire de 0,08 \$. Chaque action est accompagnée d'un demi-bon de souscription permettant d'acquérir, pour chaque bon complet, une action ordinaire au prix de 0,12 \$. Les bons viennent à échéance en mai 2010.

En juin 2008, 250 000 bons de souscription ont été levés pour un total de 37 500 \$.

En juin 2008 et amendé en juillet 2008, la Société a acquis un intérêt de 100 % dans la propriété Montauban située dans la région Montauban et Chavigny, comté de Portneuf. La propriété est composée de 117 claims. La Société a acquis la propriété en contrepartie de l'émission de 5 200 000 unités au prix de 0,20 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet d'acquérir une action ordinaire au coût de 0,22 \$ pour une période de 24 mois.

4. CONTRÔLE ET PROCÉDURES SUR LA COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Tel que requis par le règlement 52-109. La société a évalué l'efficacité de ses procédures de contrôle interne et de divulgation d'information en date de la fin d'année terminée le 30 avril 2008. Cette évaluation a été conduite sous la supervision et avec la participation du président et du chef des opérations financières. À la suite de cette évaluation, le président et le chef des opérations financières ont conclu que les politiques de contrôle et de divulgation d'information étaient adéquates.

La seule situation identifiée lors de cette évaluation est inhérente à toutes les sociétés publiques de faible capitalisation. En tant que société en émergence, la direction de la société est composée d'un nombre limité de personnes-clés, ce qui crée une situation où la répartition des tâches est limitée et doit être composée par une supervision plus efficace du président et du chef des opérations financières. La direction de la société continuera de surveiller de très près toutes les activités financières de la société et accroître sa supervision dans les secteurs clés. Il est important de noter que cette situation pourrait impliquer que la société soit dans l'obligation d'engager du personnel supplémentaire afin d'accroître sa supervision dans les secteurs clés. Toutefois, les coûts d'opérations supplémentaires qu'engendrerait cette solution pourraient créer un risque financier important en regard de la viabilité de la société. La société a donc décidé de divulguer ce risque potentiel dans ses divulgations réglementaires et procéder à l'ajout de personnel supplémentaire seulement au moment où le budget le permettra.

5. INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 05 Septembre 2008. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers trimestriels sur le site internet de SEDAR (www.sedar.com).

ATTESTATION

Ce rapport de gestion est approuvé par le conseil d'administration.

(s) Daniel Pauzé
Daniel Pauzé
05 Septembre 2008